

Afrique francophone

DÉCOLLAGE ÉCONOMIQUE ?

Au-delà des effets de la crise mondiale et du trou d'air de 2009, le taux de croissance moyen de l'Afrique francophone (UEMOA, CEMAC)¹⁾ a été, depuis 2000, de l'ordre de 5 %, proche de celui de l'ensemble du continent. Cependant, l'Afrique francophone rencontre plusieurs obstacles spécifiques...

Les économies africaines, notamment francophones, demeurent peu articulées sur le plan productif, peu diversifiées et exportatrices de produits primaires à faible valeur ajoutée. Elles sont caractérisées par l'importance des rentes prélevées sur les ressources naturelles et les différentiels de prix commerciaux. Ces blocages de la croissance ont toutefois perdu de leur importance. Certains facteurs de rupture sont endogènes :

- les effets des mesures d'assainissement financier permettant d'avoir des politiques contractuelles ;
- la montée d'une classe moyenne (95 millions de personnes représentant 200 milliards d'euros de pouvoir d'achat) avec l'extension de marchés urbains (la population urbaine solvable est passée de 25 millions en 1980 à près de 100 millions en 2010) ;
- un meilleur climat des affaires (36 pays sur 46 ont mis en œuvre depuis 2010 des réformes réglementaires attractives des investissements) ;
- la baisse de la conflictualité avec une forte chute des coups d'État (six entre 2000 et 2010 contre une moyenne de vingt pour chaque décennie depuis les indépendances) ;
- des investissements et des progrès de productivité dans l'agriculture ;
- l'impact des réformes institutionnelles et le dividende démographique (hausse relative de la

population active) dans la grande majorité des pays.

Les économies exportatrices de produits primaires tendent à se transformer en partie en économies d'accumulation et de production pour le marché intérieur. On estime que la moitié des écarts de croissance en longue période est liée à la Productivité globale des facteurs (PGF) (progrès technique, innovations).

D'autres facteurs sont extérieurs tels : l'inversion des termes de l'échange ; l'augmentation significative des flux financiers [les investissements directs étrangers (IDE) sont notamment passés de 9 milliards de dollars à plus de 50 milliards] ; la réduction de la dette dans le cadre des PPTE (pays pauvres très endettés) et, surtout, l'impact des relations avec les pays du Sud, notamment d'Asie. Le commerce Sud/Sud pèse désormais pour près de 40 % du commerce extérieur africain, contre 27 % en 1990. Les différents tests montrent la dépendance de la croissance africaine vis-à-vis de la croissance mondiale ou de la Chine.

Les obstacles

Les six pays de la CEMAC, principalement exportateurs d'hydrocarbures, et les huit pays de l'UEMOA bénéficient de ces facteurs internes et externes. Mais ils ont affronté des obstacles spécifiques. Certains, comme la Côte d'Ivoire locomotive de l'UEMOA, le Mali et l'arc sahélo-saharien ou la Centrafrique au sein de la

CEMAC ont connu de graves crises politiques.

Plusieurs facteurs spécifiques peuvent être avancés. Certains sont historiques. La colonisation britannique a été plus commerciale et moins administrative que la colonisation française. La décolonisation britannique a davantage responsabilisé les États indépendants sur le plan monétaire, militaire ou politique. Les conflits ont été plus précoces que dans les pays francophones. D'autres sont géographiques et liés à la taille inférieure des pays et des marchés ou à l'enclavement supérieur des ex-colonies francophones. La Zone franc présente des avantages peu exploités (taux d'inflation inférieur, absence de risque de change, convertibilité, monnaie régionale) alors que ses coûts sont devenus élevés (surévaluation, absence de flexibilité face à la conjoncture, absence de souveraineté monétaire...).

Dans l'ensemble, les systèmes éducatifs sont moins performants en Afrique francophone tant sur

le plan du contenu que du fonctionnement. On note des différences significatives concernant le climat des affaires. Les grandes entreprises africaines se trouvent pour l'essentiel en Afrique anglophone (Afrique du Sud, Nigeria, Kenya). Les places financières importantes sont celles de Lagos, Gaborone, Nairobi. Les réseaux d'infrastructures (eau, électricité, transports) sont plus développés en Afrique anglophone.

Cela étant, l'Afrique francophone semble, cinquante ans après son indépendance, avoir surmonté plusieurs obstacles au développement. Et disposer de fortes potentialités. ☞

Philippe Hugon

*Professeur émérite à l'université de Paris Ouest-Nanterre
Directeur de recherche à l'IRIS²⁾*

¹⁾ UEMOA : Union économique et monétaire ouest-africaine ; CEMAC : Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale. Les sources de cet article sont l'*Économie de l'Afrique*, La Découverte, Collection Repères (7^e Éd.) 2012, *Géopolitique de l'Afrique*, SEDES 3^e Éd. 2012.

²⁾ Institut de relations internationales et stratégiques (www.iris-france.org).

UN NOUVEAU GROUPE « UE-AFRIQUE(S) »

Le dernier né des groupes de travail de Confrontations Europe a été lancé à Bruxelles, le 5 juin 2013. Ce groupe « UE-Afrique(s) » axe sa réflexion et son action sur les partenariats et les coopérations entre l'UE et des pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre, dans la perspective d'organiser, dans un premier temps, des conférences en marge du Sommet UE-Afrique d'avril 2014. Le groupe veut notamment contribuer au développement des relations entre les acteurs des sociétés civiles de la France, de l'Europe et de l'Afrique et renforcer le dialogue entre elles. Philippe Hugon a présenté un panorama de la situation socio-économique de l'Afrique de l'Ouest et du Centre lors de la réunion de lancement du groupe. Pour retrouver synthèses et compte rendus : www.confrontations.org [domaines d'études : Europe-Monde/UE-Afrique(s)].